



**ECOWAS COMMISSION
COMMISSION DE LA CEDEAO
COMISSÃO DA CEDEAO**



Renforcement des capacités d'Alerte Précoce et de Réponse de la CEDEAO pour une meilleure stabilité régionale et la prévention des crises financé par le Facilité d'appui à la transition (FAT) de la Banque africaine de développement (BAD)

Termes de Référence (TdR)

Pour le recrutement d'un Cabinet de consultants chargé d'appuyer la Direction de l'Alerte précoce (DAP) dans la conduite de Neuf (9) Evaluations de la résilience pays liées à la sécurité humaine (CRHSA), et Trois (3) Evaluations régionales des risques et de la sécurité humaine (RRHSA)

Reference: [**ECW/OVP/EWD/30-10-25**](#)

1. Contexte et Justification

Dans le cadre du renforcement et de l'opérationnalisation de son Mécanisme régional d'Alerte précoce et de Réponse (MRAPR), la Commission de la CEDEAO, avec l'appui du Fonds d'appui à la transition (FAT) de la Banque africaine de développement (BAD), met en œuvre un projet de deux ans. Ce projet vise à renforcer les capacités d'alerte précoce et de réponse afin d'améliorer la stabilité régionale et la prévention des crises.

Le Réseau d'Alerte précoce et de Réponse de la CEDEAO (ECOWARN) s'appuie sur une approche intégrant la sensibilité aux conflits et la nécessité de réaliser une évaluation contextuelle approfondie des risques. Les outils et initiatives développés par la CEDEAO en matière d'Alerte précoce et de Réponse traduisent à la fois les défis communs auxquels sont confrontés les États membres et les réalités propres à chacun d'entre eux. Cette double dimension met en évidence la complexité de l'environnement de sécurité humaine dans la région, où la prévention et la réponse doivent conjuguer cohérence régionale et respect des spécificités nationales.

La Direction de l'Alerte Précoce (DAP) a structuré l'analyse et la réponse en matière d'alerte précoce autour d'un cadre commun articulé en cinq (5) piliers clés, intégrant à la fois les facteurs de résilience et les principales menaces à la sécurité humaine. Ce cadre méthodologique a également été adopté par les organes nationaux d'alerte précoce, favorisant une synergie régionale. Il illustre l'interconnexion des menaces en Afrique de l'Ouest et renforce la capacité des États membres à coopérer et à répondre de manière collective et coordonnée aux défis sécuritaires.

Fort d'un écosystème robuste d'alerte précoce déjà opérationnel dans la sous-région, la Direction de l'Alerte précoce (DAP) de la CEDEAO dispose d'un positionnement stratégique pour renforcer la prévention des conflits, et améliorer la gestion des risques. Ce dispositif contribue également à accroître les capacités de résilience et de résolution des États membres. Toutefois, la région continue de faire face à des menaces persistantes et évolutives pour la sécurité humaine, dont la nature multidimensionnelle et complexe exige une adaptation constante des mécanismes existants d'alerte précoce et de réponse. L'efficacité de ces dispositifs repose ainsi sur une articulation optimale entre les mécanismes infranationaux (y compris ceux de la société civile), nationaux et régionaux, garantissant une réponse coordonnée et intégrée.

L'objectif global du projet est de renforcer les capacités, les compétences et les connaissances des acteurs régionaux et nationaux, notamment à travers des activités de formation et de renforcement des capacités. Il vise également à mener et analyser des évaluations des risques et vulnérabilités, tant au niveau national que régional, en se basant sur des thématiques prioritaires identifiées. Le résultat attendu est la consolidation du Mécanisme régional d'Alerte Précoce et de Réponse (MRAPR) afin de répondre efficacement aux facteurs de fragilité aux échelles nationale et régionale. Ce projet contribue ainsi à la prévention des conflits et à la promotion d'une stabilité durable dans l'espace communautaire.

Les trois (3) objectifs spécifiques du projet, qui s'inscrivent dans la réalisation de l'objectif global, sont les suivants :

1. Renforcer les capacités techniques du personnel, afin d'identifier efficacement les tensions potentielles ou existantes, de comprendre les dynamiques conflictuelles négatives et d'améliorer la remontée d'informations relatives aux risques dans des contextes spécifiques.
2. Produire des analyses de sensibilité aux conflits et des évaluations contextuelles des risques, destinées à la Banque africaine de développement (BAD) et à d'autres partenaires au développement, pour éclairer la prise de décision stratégique.

3. Améliorer les fonctions techniques de la plateforme ECOWARN, afin de garantir son efficacité dans la collecte, l'analyse et la diffusion des données d'alerte précoce.

La mise en œuvre opérationnelle du projet sera structurée autour de trois composantes principales :

Composante 1 : Analyses de sensibilité aux conflits et évaluations contextuelles des risques

Cette composante vise à doter la CEDEAO et ses États membres d'outils analytiques solides permettant d'anticiper, de comprendre et de répondre efficacement aux menaces multidimensionnelles pesant sur la sécurité humaine dans la région.

Elle comprend six (6) sous-composantes :

- Sous-composante 1.1 : Réalisation de neuf (9) Évaluations de la résilience des pays liées à la sécurité humaine (CRHSA) afin d'identifier les vulnérabilités spécifiques et les capacités de résilience au niveau national.
- Sous-composante 1.2 : Conduite de trois (3) Évaluations régionales de résilience et de sécurité humaine (RRHSA) permettant d'analyser les tendances transfrontalières et régionales en matière de sécurité humaine.
- Sous-composante 1.3 : Appui au développement de l'Indice de Sécurité Humaine de la CEDEAO (EHSI), outil de suivi et d'évaluation destiné à mesurer l'évolution de la sécurité humaine dans l'espace communautaire.
- Sous-composante 1.4 : Appui à la production de rapports trimestriels régionaux sur la sécurité humaine, afin de renforcer le partage d'informations, la transparence et l'aide à la décision.
- Sous-composante 1.5 : recrutement d'un Consultant firm pour l'analyse de sensibilité aux conflits et l'évaluation contextuelle des risques à l'usage de la Banque africaine de développement (BAD).
- Sous-composante 1.6 : Appui au renforcement des infrastructures nationales de paix (NPI) dans les États membres, en vue de consolider les dispositifs nationaux de prévention et de réponse aux crises.

Composante 2 : Amélioration des fonctionnalités techniques de la plateforme ECOWARN

Cette composante vise à moderniser et à renforcer les capacités techniques de la plateforme ECOWARN, afin d'améliorer la qualité, la pertinence et la rapidité des analyses produites. L'objectif est de doter la CEDEAO et ses États membres d'un outil de veille et d'analyse performant, capable de s'adapter à l'évolution des menaces et aux besoins des décideurs.

Elle comprend cinq (5) sous-composantes :

- Sous-composante 2.1 : Migration des données historiques vers la nouvelle plateforme, afin de permettre une analyse des tendances sur le long terme et un suivi en temps réel.
- Sous-composante 2.2 : Amélioration des fonctionnalités de recherche de données, avec des options de requêtes personnalisables et des outils avancés de visualisation (cartes thermiques, histogrammes, graphiques interactifs).
- Sous-composante 2.3 : Exploration de l'intégration de l'intelligence artificielle (IA) et de modèles de simulation pour le pronostic de la sensibilité aux chocs.
- Sous-composante 2.4 : Corrélation des scores d'évaluations de résilience et de fragilité des pays (CRFA) avec l'Indice de Sécurité Humaine de la CEDEAO (EHSI), afin de permettre une superposition et une triangulation des données.
- Sous-composante 2.5 : Intégration d'un scanner de médias, destiné à élargir les sources d'information et à améliorer la veille sur les signaux faibles et émergents.

Composante 3 : Renforcement des capacités techniques du personnel d’alerte précoce

Cette composante met l’accent sur le développement des compétences et l’amélioration des ressources humaines afin de garantir l’efficacité, la durabilité et l’appropriation du mécanisme d’alerte précoce et de réponse au sein de la CEDEAO et de ses États membres. Elle vise à doter le personnel des savoirs et outils nécessaires pour faire face à l’évolution des menaces sécuritaires et assurer une gestion proactive des risques.

Elle comprend quatre (4) sous-composantes :

- Sous-composante 3.1 : Organisation de formations thématiques sectorielles destinées au personnel afin de renforcer l’analyse et la réponse
- Sous-composante 3.2 : Renforcement des compétences techniques de la Direction, notamment en matière de codage et de maintenance des algorithmes du système ECOWARN.
- Sous-composante 3.3 : Élaboration d’une procédure opérationnelle standard (SOP) intégrant l’ensemble des dimensions du mécanisme d’alerte précoce et de réponse, tant au niveau régional que national.
- Sous-composante 3.4 : Renforcement des ressources humaines dédiées au mécanisme régional d’alerte précoce, afin de consolider ses capacités institutionnelles et opérationnelles.

Afin de garantir une mise en œuvre efficace des activités prévues, la CEDEAO envisage de recruter un Consultant firm en vue d’appuyer la Direction de l’Alerte Précoce (DAP) dans la réalisation de neuf (9) Évaluations de la résilience des pays liées à la sécurité humaine (CRHSA) et de trois (3) Évaluations régionales de résilience et de sécurité humaine (RRHSA).

2. Justification

Au cours des six dernières décennies, la région de la CEDEAO a enregistré des progrès significatifs en matière de développement politique et socio-économique. Toutefois, la dernière décennie a été marquée par une recrudescence des menaces et défis liés à la sécurité humaine, qui fragilisent les acquis et la stabilité régionale.

Parmi les principaux défis, on note :

- L’impact de la pandémie de COVID-19, qui a perturbé les économies et accentué les vulnérabilités sociales ;
- Les reculs démocratiques, caractérisés par des coups d’État militaires et des changements anticonstitutionnels de gouvernement ;
- La recrudescence du terrorisme et de l’extrémisme violent, générant une intensification des crises humanitaires dans le Bassin du Lac Tchad et la région du Sahel ;
- La montée des risques sécuritaires dans les États côtiers d’Afrique de l’Ouest, exposant de nouveaux espaces géographiques aux menaces ;
- D’autres menaces transversales, telles que la violence électorale, l’augmentation des déplacements internes, les conflits communautaires et intercommunautaires (notamment entre agriculteurs et éleveurs), les inondations, les effets du changement climatique, ainsi que l’insécurité alimentaire croissante.

La CEDEAO, à travers sa Direction de l’Alerte précoce (DAP) et les Centres nationaux d’Alerte précoce pour la Coordination du Mécanisme de Réponse (CNCMR), assure un suivi rapproché des menaces émergentes et persistantes. Elle adopte une approche centrée sur la sécurité humaine, visant

à renforcer le bien-être des populations. Pour ce faire, elle mobilise des données issues de sources multiples, notamment via le Réseau d'Alerte Précoce et de Réponse de la CEDEAO (ECOWARN).

La Direction de l'Alerte précoce (DAP) produit des analyses qualitatives et quantitatives reposant sur un cadre thématique structuré en cinq (5) secteurs clés :

- Sécurité
- Gouvernance et Droits Humains.
- Environnement
- Criminalité
- Santé.

Entre 2017 et 2019, la Direction de l'Alerte précoce (DAP), en collaboration avec d'autres Directions de la CEDEAO, a conduit des Évaluations des Risques et Vulnérabilités par Pays (ERVP) dans l'ensemble des quinze (15) États membres ainsi qu'une Évaluation Régionale des Risques et Vulnérabilités (ERRV) dans le Bassin du Lac Tchad. Ces travaux ont constitué une base précieuse pour une prise de décision éclairée et une réponse précoce de la Commission de la CEDEAO, des États membres et des partenaires stratégiques.

S'appuyant sur ces acquis, la DAP, avec l'appui d'un Consultant prévoit de réaliser en 2025 :

- Evaluations de la résilience des pays liées à la sécurité humaine (CRHSA) dans neuf (9) États membres : le Burkina Faso, la Guinée, la Guinée-Bissau, le Libéria, le Mali, le Niger, la Sierra Leone, la Gambie et le Togo ;
- Evaluations régionales des risques et de la sécurité humaine (RRHSA) dans trois (3) zones stratégiques : le Sahel, le Golfe de Guinée et le Bassin du Lac Tchad.

Ces évaluations seront fondées sur les données collectées via le Réseau d'Alerte précoce et de Réponse de la CEDEAO (ECOWARN), complétées par des études documentaires menées entre 2021 et 2025. Leur réalisation comprendra également des missions de terrain dans les États concernés, coordonnées par les Centres Nationaux pour la Coordination des Mécanismes de Réponse (CNCMR), et impliquera des consultations approfondies avec les parties prenantes nationales et régionales.

L'objectif principal de ces évaluations est d'anticiper les vulnérabilités structurelles aux conflits et de formuler des stratégies d'atténuation adaptées. Elles offriront en outre une opportunité de collaboration renforcée en matière de prévention des conflits, en rapprochant les États membres, la CEDEAO et l'Union africaine (UA) dans une dynamique commune de sécurité et de résilience régionales.

De manière générale, ces évaluations poursuivent les objectifs suivants :

- Améliorer la compréhension des dynamiques régionales de la sécurité humaine et de leurs interconnexions ;
- Élaborer un Indice de Sécurité Humaine de la CEDEAO (IHSC), outil de référence pour mesurer la résilience et le niveau de vulnérabilité des États membres ;
- Identifier les défis émergents susceptibles d'affecter la stabilité régionale ;
- Évaluer les vulnérabilités structurelles et les facteurs de résilience, afin de proposer des mesures d'atténuation adaptées ;
- Orienter la prise de décision et la planification stratégique de la CEDEAO et de ses États membres, en renforçant les mécanismes de prévention des conflits et de réponse coordonnée.

2.1. Objectives des CRHSA

Les objectifs des CRHSA sont de :

- Analyser et comprendre les dynamiques et tendances régionales de la sécurité humaine ;
- Identifier les défis prévalents et leurs impacts sur la sécurité humaine ;
- Évaluer les facteurs de résilience sociale et institutionnelle face aux menaces et vulnérabilités identifiées ;
- Fournir des analyses approfondies et mieux informées pour soutenir la prise de décision stratégique et la planification de la CEDEAO et de ses États membres.

2.2. Méthodologie des CRHSA

Les Evaluations de la résilience des pays liées à la sécurité humaine (CRHSA) seront conduites en trois (3) phases complémentaires :

1. Étude documentaire
2. Recherche de terrain
3. Analyse et validation



2.2.1. Étude documentaire

Dans le cadre de l'enquête, une étude de cadrage sera conduite dans chacun des pays concernés, avec pour objectif de cartographier l'ensemble des acteurs pertinents dans les domaines de la paix, de la sécurité et de la sécurité humaine, couvrant les neuf (9) États membres ainsi que les trois (3) régions ciblées. Cette étude documentaire constituera une analyse de référence permettant une validation croisée des données disponibles et l'identification des lacunes informationnelles à combler dans chaque pays. Elle s'appuiera sur des approches méthodologiques mixtes, combinant des analyses qualitatives et quantitatives de références identifiées, en vue d'évaluer de manière approfondie les principaux défis liés à la sécurité humaine dans les États membres.

2.2.2. Recherche de terrain

À cette étape, une délégation composée d'analystes de la DAP, de consultants spécialisés, de représentants des Directions de la CEDEAO, ainsi que du personnel des NCCRM, effectuera des missions de terrain dans les pays suivants : Burkina Faso, Guinée, Guinée-Bissau, Liberia, Mali, Niger, Sierra Leone, Gambie, Togo, et dans les trois (3) régions RRHSA.

Avant le déploiement sur le terrain, des sessions de formation seront organisées à l'intention des NCCRM et des observateurs de terrain de la CEDEAO. Ces formations auront pour objectif de les familiariser avec les outils et les processus de collecte de données, garantissant ainsi une homogénéité et une rigueur méthodologique dans la collecte des informations.

Les données seront recueillies par le biais d'entretiens avec des informateurs clés (KII) et de discussions de groupes ciblés (FGD) impliquant des parties prenantes, généralement dans les

capitales, les grandes villes et certaines zones rurales, en fonction des spécificités de chaque pays ou région. Un atelier d'ouverture et un atelier de clôture seront organisés respectivement au début et à la fin de la phase de recherche de terrain, afin de cadrer le processus et de présenter les résultats synthétiques.

2.2.3. Analyses et validation

Au cours de la dernière phase des CRHSA, les données recueillies lors de la recherche de terrain seront systématiquement analysées en s'appuyant sur les cinq (5) domaines thématiques de la sécurité humaine définis par la CEDEAO. Cette analyse permettra de produire des résultats de recherche précis et détaillés.

Ces résultats seront présentés sous forme d'un rapport final consolidé ainsi que de rapports CRHSA distincts pour chaque État membre. Ils constitueront des outils essentiels pour la CEDEAO et ses partenaires, contribuant à l'alimentation des mécanismes d'alerte précoce et à l'élaboration de réponses appropriées face aux défis identifiés.

Par ailleurs, une session de validation sera organisée, réunissant les CNCMR ainsi que les parties prenantes concernées, afin de garantir une validation rigoureuse et approfondie des conclusions des évaluations. Enfin, les résultats finaux seront présentés aux principaux acteurs institutionnels de la CEDEAO lors d'une réunion de haut niveau à Abuja.

2.3. Résultats attendus

Les CRHSA devraient permettre de :

- Soutenir la Direction de l'Alerte Précoce de la CEDEAO et les Centres Nationaux dans la collecte de données robustes, fiables et empiriques ;
- Mettre à jour les rapports ERVP de 2017-2019 ;
- Apporter une analyse de référence aux parties prenantes dans les pays afin d'évaluer les facteurs de résilience sociale et institutionnelle et d'identifier les options de réponse ;
- Créer une base de données des résultats de recherche permettant de répondre aux défis de la sécurité humaine et d'offrir des éléments d'analyse aux parties prenantes pour un engagement sensible aux conflits dans la région ;
- Relier efficacement les acteurs de l'alerte précoce et de la réponse précoce par le biais d'évaluations conjointes et de la planification des réponses.

2.4. Expertise et qualifications requises

La Commission de la CEDEAO recherche les services d'un consultant firm pour l'exécution de cette mission.

Le Consultant doit remplir les conditions ci-après:

- Disposer d'un sens de l'organisation et de bonnes compétences en communication, synthèse et rédaction ;
- Disposer d'excellentes compétences en rédaction technique, notamment pour des rapports réguliers conformes aux exigences du bailleur du projet et des autres partenaires techniques et financiers ;
- Avoir une bonne maîtrise des outils informatiques et bureautiques (Word, Excel, PowerPoint, Publisher) ;
- Avoir une parfaite maîtrise d'au moins **une (1) langue de travail officielle de la CEDEAO** ;

- Être familier avec un environnement de travail multiculturel ;
- Avoir une bonne connaissance du système d'alerte précoce de la CEDEAO et de ses livrables ;
- Démontrer une expertise avérée dans la conduite de recherches similaires dans les pays d'Afrique de l'Ouest (publications) ;
- Etre agréé par les structures compétentes de son pays d'origine et disposer d'une bonne connaissance des recherches en matière de conflits et d'évaluation des risques, en général, et plus particulièrement en Afrique de l'Ouest.
- Un minimum de **sept (7) années d'expérience** dans l'exécution de missions similaires est requis ;
- Présenter **au moins deux (2) références pertinentes issues de services internationaux ou régionaux au cours des cinq (5) dernières années** ;
- Soumettre ses principales références, en détaillant la nature des services similaires fournis, les lieux d'intervention, les zones géographiques, les délais, les dates de réalisation et les budgets associés.
- Fournir les coordonnées complètes des représentants des clients bénéficiaires.
- Proposer une équipe pluridisciplinaire d'experts, possédant des qualifications éprouvées en lien avec les thématiques de la mission.
- Présenter les CV individuels des membres de son équipe, incluant: leur formation et leurs qualifications, leurs domaines d'expertise, leur expérience professionnelle et leurs références (joindre des preuves).
- Chacun des consultants de l'équipe doit être titulaire d'au moins un master en relations internationales, sciences politiques, sciences humaines, études de la paix et des conflits, analyse de données, gestion de données ou dans un domaine similaire, délivré par une université reconnue.
- Chacun des consultants de l'équipe doit justifier d'au moins sept années d'expérience pertinente dans le domaine couvert par la mission.

Spécifiquement :

- L'équipe proposée doit être composée de deux (2) experts par CRHSA et par RRHSA.
- Pour le CRHSA, les experts doivent posséder une solide connaissance de la dynamique du pays afin de pouvoir soutenir le Centre national.
- Pour le RRHSA, les experts doivent posséder une solide connaissance de la dynamique de la région CEDEAO.
- Le chef d'équipe du Consultant firme travaillera sous l'autorité hiérarchique du Coordinateur du projet et, en étroite collaboration avec le directeur d'EWD, il aura pour mission de fournir un appui technique à EWD et aux Centres nationaux dans la conduite du CHRSA.

Le Consultant sera chargé de :

- Effectuer les recherches documentaires ;
- Préparer le rapport intérimaire ;
- Préparer la documentation de recherche de terrain ;
- Réaliser les recherches de terrain en collaboration avec le personnel de la DAP, les Moniteurs-Terrain d'ECOWARN et les Centres nationaux ;
- Préparer le projet final du rapport.

2.4.1. Durée de la mission

La mission commencera en **mars 2026**. La durée prévue de la mission est comme suit :

Pour les neuf (9) CRHSA

Activités	Acteurs	Durée (en jours)
Recherche documentaire et production du rapport intérimaire	Consultant	60 jours
Validation du rapport	Direction de l'Alerte précoce, Centres nationaux d'Alerte précoce	30 jours
Missions de terrain	Consultant, Direction de l'Alerte précoce, Centres nationaux, Moniteurs- Terrain d' ECOWARN, autres parties prenantes nationales	90 jours (10 jours par pays)
Rapport final et validation	Consultant, Direction de l'Alerte précoce, Centres nationaux	60 jours

Pour les trois (3) RRHSA

Activités	Acteurs	Durée (en jours)
Recherche documentaire et production du rapport intérimaire	Consultant	30 jours
Validation du rapport	Direction de l'Alerte précoce, Centres nationaux d'Alerte précoce	30 jours
Missions de terrain	Consultant, Direction de l'Alerte précoce, Centres nationaux, Moniteurs-Terrain d' ECOWARN, autres parties prenantes nationales	30 jours (10 jours par région)
Rapport final et validation	Consultant, Direction de l'Alerte précoce, Centres nationaux	30 jours

Le projet sera implanté à la Direction de l'Alerte Précoce, Commission de la CEDEAO, à Abuja, République Fédérale du Nigéria.

2-42 Méthode de sélection

Le processus de sélection se déroulera en deux phases :

- **Phase 1** : établissement de la liste restreinte sur la base des manifestations d'intérêt ;
- **Phase 2** : Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC).

Notes importantes aux candidats

- Seuls les consultants présélectionnés seront contactés pour la phase 2.
- Les critères d'éligibilité, de présélection et la procédure de sélection seront conformes aux « **Règles et Procédures pour l'Utilisation des Consultants** » de la **Banque africaine de développement du 14 octobre 2015**, disponibles sur le site Web de la Banque: <http://www.afdb.org>.

- La procédure de sélection sera celle de la **Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût (SFQC)** prévue dans la Politique de Passation des Marchés et le plan de passation des marchés pour les activités.

Les consultants intéressés peuvent obtenir de plus amples informations à l'adresse ci-dessous durant les heures de bureau, de 8h00 à 17h00 (du lundi au vendredi): sbangoura@ecowas.int; avec copie à : ikkamara@ecowas.int ; mbossou@ecowas.int ; yderra@ecowas.int.